

la constitution dans ce sens si le gouvernement fédéral et les provinces cherchent à s'entendre sur ce sujet?

Le très hon. M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur. Le député a peut-être entendu dire que nous discutons de la constitution avec les provinces depuis un certain temps déjà.

M. Saltsman: Le premier ministre peut-il indiquer les progrès précis que réalise le gouvernement fédéral auprès des provinces, dans ce domaine?

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ESSAIS NUCLÉAIRES DES ÉTATS-UNIS

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Peut-il dire si les États-Unis ont enfreint le traité sur l'interdiction des essais nucléaires signé en 1963, en menant à bonne fin le projet d'explosion *Schooner*, en 1968, dont les retombées radioactives ont franchi les frontières du territoire canadien?

M. l'Orateur: Je me permets de signaler à l'honorable député que sa question, telle que posée, n'est pas recevable.

LA FAMINE AU BIAFRA

[Traduction]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures mais auparavant j'aimerais moi aussi saluer son retour à la Chambre. Le ministre peut-il dire si, au cours de sa tournée au Moyen-Orient, il s'est mis en rapport à un moment quelconque avec des représentants du Biafra ou du Nigéria afin de réaliser une entente qui permettra au Canada d'alléger un peu l'atrocité des souffrances accrues et des décès des enfants biafrais par suite de la famine?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je fus très occupé par l'examen des problèmes du Moyen-Orient lors de mon passage dans cette région. Mais avant de m'y rendre, j'ai eu des discussions approfondies avec tous les intéressés: les Nigériens, les Biafrais, les grandes puissances et les représentants africains. J'ai probablement parlé du problème avec 25 ou 30 des principaux porte-parole concernés. En mon absence, le premier ministre et mes subordonnés, bien entendu, ont poursuivi ces discus-

sions. Malheureusement, même si certains indices laissent entrevoir la possibilité d'un accord, il est impossible d'en être très sûr, car on a connu trop de déceptions dans le passé. Mais il est sage de compter, si c'est possible, que les voisins immédiats du Nigéria assument la responsabilité essentielle, comme nous l'a vivement recommandé le secrétaire général des Nations Unies.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voudrait-il indiquer à la Chambre et au pays les noms des représentants du Biafra avec lesquels il a conversé aux Nations Unies ou avant la réunion des Nations Unies? A quels délégués du Biafra a-t-il parlé?

L'hon. M. Sharp: J'ai oublié leurs noms pour le moment, monsieur l'Orateur, mais je les donnerai volontiers dès demain. Il y en avait cinq et, parmi eux, les principaux représentants du Biafra à New York.

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, avant de partir pour sa récente tournée au Moyen-Orient, le ministre a dit qu'il attendait un rapport du général Wrinch sur la possibilité pour la Croix-Rouge internationale de reprendre ses vols. Comme le général Wrinch et le ministre sont maintenant de retour, je me demande si le ministre a reçu le rapport en question et quelles sont les perspectives dans ce sens.

L'hon. M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur, j'ai vu le général Wrinch à mon bureau ce matin et il a poursuivi les entretiens avec mes hauts fonctionnaires quand j'ai dû me rendre à une autre réunion. Je lui ai parlé de la possibilité que la Croix-Rouge internationale, de concert avec les autorités locales des deux parties en conflit, parachute des secours ou utilise d'autres formes d'aide.

M. MacDonald: Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire à poser. Le général Wrinch a-t-il dit au ministre que la Croix-Rouge pourrait reprendre ses opérations, et si les combattants avaient autorisé cette opération de secours?

L'hon. M. Sharp: C'est précisément cela que j'ai discuté avec le général Wrinch, surtout aujourd'hui. Il va sans dire que je n'ai pas beaucoup d'espoir: nous ne semblons pas avoir exercé assez de pression auprès du régime biafrais pour l'amener à consentir à des vols de jour qui, seuls, à mon avis, permettraient d'aider suffisamment ces gens qui meurent de faim.